

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE BESANCON**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**N° 1801079**

---

Association des opposants  
à la carrière de Semondans

---

M. Duboz  
Rapporteur

---

M. Pernot  
Rapporteur public

---

Audience du 13 juin 2019  
Lecture du 4 juillet 2019

---

C

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le tribunal administratif de Besançon,  
(2<sup>ème</sup> chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 25 juin 2018, complétée par un mémoire enregistré le 4 juin 2019, l'association des opposants à la carrière de Semondans demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 26 décembre 2017 par lequel le préfet du Doubs a autorisé la société Maillard à déroger à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées dans le cadre de la création d'une carrière sur la commune de Semondans, ainsi que la décision du 16 avril 2018 rejetant son recours gracieux ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- elle justifie d'un intérêt à agir ;
- la requête n'est pas tardive ;
- l'arrêté attaqué est insuffisamment motivé au regard des dispositions de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1979 ;
- il est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Par un mémoire en défense enregistré le 30 octobre 2018, le préfet du Doubs conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- l'association requérante ne dispose pas d'un intérêt à agir ;
- les moyens soulevés ne sont pas fondés.

Par un mémoire enregistré le 17 août 2018, complété le 24 mai 2019, la société Maillard, représentée par la Scp Nicolay- de La Nouvelle – Hannotin, avocats, conclut :

1°) au rejet de la requête ;

2°) subsidiairement, en application de l'article L. 181-18 du code de l'environnement au sursis à statuer et à ce qu'il soit enjoint au préfet de prendre les mesures de régularisation nécessaires ;

3°) très subsidiairement, au prononcé d'une annulation seulement partielle et à ce qu'il soit enjoint au préfet de prendre les mesures de régularisation nécessaires ;

4°) à la mise à la charge de l'association requérante d'une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que les moyens soulevés ne sont pas fondés.

Un mémoire pour la préfecture du Doubs a été enregistré le 7 juin 2019 et n'a pas été communiqué.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Duboz, premier conseiller,
- les conclusions de M. Pernot, rapporteur public,
- les observations de M. Schlatter pour l'association des opposants à la carrière de Semondans, de Mme Ravion pour la Préfecture du Doubs et de Me Nicolay pour la Sas Maillard.

Considérant ce qui suit :

1. Par un arrêté du 14 novembre 2014, le préfet du Doubs a accordé à la société Maillard une dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de

repos concernant 29 espèces animales protégées pour l'exploitation de la carrière de Semondans. Par un jugement du 21 septembre 2017, le tribunal administratif a annulé cet arrêté pour insuffisance de motivation. A la suite de ce jugement, un nouvel arrêté a été pris le 26 décembre 2017 par le préfet du Doubs pour autoriser la société Maillard à déroger à cette interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos d'espèces animales protégées. L'association des opposants à la carrière de Semondans (ADOCS) demande l'annulation de cet arrêté ainsi que de la décision du 16 avril 2018 de rejet de son recours gracieux.

Sur la fin de non-recevoir opposée par le préfet du Doubs :

2. Le préfet soutient que l'ADOCS n'a pas d'intérêt à agir contre l'arrêté contesté dès lors que l'objet initial de cette association était la défense des « *intérêts des riverains contre tout projet de carrière à ciel ouvert* » et que la modification introduite le 13 février 2018, postérieurement à l'arrêté contesté, qui a pour objet d'élargir son objet social à « *la sauvegarde des intérêts des riverains [de la carrière] dans le domaine de la protection de l'environnement et des équilibres fondamentaux de la biosphère* » n'a pas permis de régulariser l'irrecevabilité de la requête. Toutefois, les dispositions de l'article L. 600-1-1 du code de l'urbanisme, invoquées par le préfet, ne s'appliquent pas au présent litige et n'ont pas d'équivalent dans le code de l'environnement. Ainsi, eu égard tant à l'intérêt que représente pour les riverains la défense de leur environnement, notamment faunistique, qu'à l'objet de l'arrêté attaqué, l'association requérante, qui, au surplus, a adhéré à la fédération France Nature Environnement du Doubs, doit être regardée comme disposant d'un intérêt à agir en l'espèce.

Sur les conclusions aux fins d'annulation :

3. Aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; (...) 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces...* ». L'article L. 411-2 du même code prévoit que : « I. – *Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impérieuses d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...)* ». Les dispositions du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, lequel transpose en droit interne l'article 16 de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, permettent de déroger au système de protection stricte et aux interdictions résultant des articles 12, 13, 14 et 15 points a) et b) de cette

directive et transposées en droit interne aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du même code dès lors que sont remplies les trois conditions distinctes et cumulatives tenant, d'une part, à l'absence de solution alternative satisfaisante, d'autre part, à la condition de ne pas nuire au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et, enfin, à la justification de la dérogation par l'un des motifs qu'il fixe. Il en résulte qu'un projet d'aménagement ou de construction d'une personne publique ou privée susceptible d'affecter la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats ne peut être autorisé, à titre dérogatoire, que s'il répond, par sa nature et compte tenu notamment du projet urbain dans lequel il s'inscrit, à une raison impérative d'intérêt public majeur. En présence d'un tel intérêt, le projet ne peut cependant être autorisé, eu égard aux atteintes portées aux espèces protégées appréciées en tenant compte des mesures de réduction et de compensation prévues, que si, d'une part, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et, d'autre part, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

4. Aux termes de l'article L. 211-3 du code des relations entre le public et l'administration : « *Doivent également être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement* ». L'article L. 211-5 précise que : « *La motivation exigée par le présent chapitre doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision* ».

5. Si l'arrêté du 26 décembre 2017 énonce les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autres solutions alternatives satisfaisantes à l'implantation de cette carrière et mentionne en quoi la dérogation accordée répondrait à des raisons impératives d'intérêt public majeur, l'arrêté contesté se borne à mentionner que « la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ». Par cette affirmation, qui s'abstient de préciser les éléments de fait sur lesquels repose cette appréciation, l'arrêté en litige ne permet pas de s'assurer du respect de ce critère, dès lors, l'arrêté contesté est insuffisamment motivé.

6. Afin de justifier l'intérêt public majeur du projet, le préfet se reporte au schéma départemental des carrières du Doubs. Ce document, établi en 2010, fait état de ce que le manque de matériaux alluvionnaires est compensé depuis plusieurs années par les roches massives calcaires très abondantes, qu'il existe toutefois un problème concernant ces roches massives dans le secteur de Montbéliard où les matériaux extraits (Jurassique supérieur) sont de qualité relativement médiocre et qu'il faut alors s'éloigner de ce secteur pour retrouver une ressource de qualité ce qui expose effectivement ce secteur à une pénurie de granulats calcaires de bonne qualité. Le schéma prescrit alors que « *Pour éviter cette situation, une attention toute particulière sera portée [dans ce secteur] à l'examen des dossiers de demande d'ouverture de carrière* ». Le préfet précise que l'exploitation de la carrière de Semondans ne peut être assimilée aux carrières situées à Amont Effreny, Ternuay et Lepuy-Gy qui produisent des matériaux de type concassé et que la capacité de production de la carrière en litige s'inscrit dans un objectif de production d'un matériau destiné à alimenter la centrale à béton de Montbéliard, qui doit se substituer aux matériaux alluvionnaires livrés depuis la carrière de Saint-Germain ce qui permettra la réduction des trajets effectués pour l'alimentation en matériaux du marché local.

7. Toutefois, l'inspecteur des installations classées relève, dans son rapport du

10 mars 2011, que la carrière de Semondans « (...) mettra sur le marché un autre type de matériaux que ceux produits à Arcey, moins nobles et plus polyvalents, elle sera complémentaire sur la qualité des produits disponibles. (...) Celle de Semondans pourra potentiellement produire des matériaux consommables pour le béton, mais produira surtout des matériaux demandant moins d'exigence dans le traitement, moins nobles, consommables dans le domaine des travaux publics notamment. (...) le projet ne justifie pas quantitativement l'adéquation des matériaux que compte produire le pétitionnaire avec les exigences en matière de consommation en terme de marché (...) Dans ces conditions les éléments transmis par la Sas Maillard ne permettent pas de démontrer la compatibilité de son projet de carrière avec le schéma départemental des carrières ». De même, il résulte de l'instruction, notamment des données produites par l'Unicem « Productions et capacités autorisées Données Dreal règle des 20 kms autour de Belfort Montbéliard Héricourt Delle » que, si la production de granulats calcaires (Bajocien Bathonien) a régulièrement augmenté de 2006 à 2008, elle a diminué à compter de 2010 pour s'établir en 2017 à 874 000 T, soit bien en-dessous de la capacité maximale autorisée. Dans ces conditions, le projet d'exploitation de la carrière de Semondans, nonobstant la qualité du gisement en question et l'intérêt économique qu'il représente, ne présente pas un caractère exceptionnel, ni indispensable pour l'approvisionnement en matériaux de qualité du pays de Montbéliard. Alors même que l'arrêté en litige aurait intégré des préoccupations environnementales, le projet ne saurait, par conséquent, être regardé comme constituant une raison impérieuse d'intérêt public majeur permettant de justifier l'atteinte portée par ce projet au maintien dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle au sens des dispositions citées au point 3.

8. Il résulte de ce qui précède que l'arrêté du 26 décembre 2017 ainsi que la décision du 16 avril 2018 de rejet du recours gracieux doivent être annulés.

Sur les frais liés au litige :

9. Aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.* ».

10. Ces dispositions font obstacle à ce qu'une somme quelconque soit mise à la charge de l'association des opposants à la carrière de Semondans, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance. Il y a lieu, en revanche, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 500 euros à verser à l'association requérante au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

D E C I D E :

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté du préfet du Doubs du 26 décembre 2017 ensemble la décision du 16 avril 2018 de rejet du recours gracieux sont annulés.

Article 2 : L'Etat versera à l'association des opposants à la carrière de Semondans une somme de 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions présentées par la société Maillard sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association des opposants à la carrière de Semondans, à la Sas Maillard et au préfet du Doubs.

Délibéré après l'audience du 13 juin 2019 à laquelle siégeaient :

M. Trottier, président,  
M. Duboz, premier conseiller.  
Mme Chong-Thierry, conseiller.

Lu en audience publique le 4 juillet 2019

Le rapporteur,

Le président,

H. Duboz

T. Trottier

La greffière,

C. Quelos

La République mande et ordonne au préfet du Doubs en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,  
La greffière